

Unité départementale du Calvados
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 Caen

Caen, le 22/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DE PROPLETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Le mont Tornu
14370 Valambray

Références : 2024.047
Code AIOT : 0005300595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement SOCIETE DE PROPLETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 Valambray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE PROPLETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005300595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ce site est une installation de compostage recevant des déchets vert, des boues et des biodéchets. La quantité (appréciée en moyenne annuelle) de l'ensemble des matières traitées est de 150 t/j, avec un maximum de matières traitées par jour limité à 300t/j. Les différents déchets proviennent

des déchetteries, collectivités, industries agroalimentaires du Calvados et des départements limitrophes. Cette installation est notamment soumise aux arrêtés suivant:

- arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié
- arrêté préfectoral du 9 mars 2011 modifié
- arrêté préfectoral du 20 février 2023 (demandant notamment une révision des moyens de défense contre l'incendie suite à l'incendie ayant eu lieu en début d'année 2023 et aux remarques émises par le SDIS après leur intervention).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un repère visuel au niveau du bassin permettant de vérifier rapidement que le volume de confinement des eaux d'extinction est disponible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	défence incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 4.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	désenfumage	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	classement ICPE	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.513-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit, conformément à ses engagements, aménager une réserve souple d'au moins 300 m3 et aménager une piste desservant le bassin "EP B" implanté au sein du périmètre ICPE de l'ISDND. Ces aménagement doivent être faits avec l'accord du SDIS.

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 concernant les dispositifs de désenfumage du bâtiment abritant le déconditionneur de biodéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.513-1
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 2783
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : L'arrêté ministériel fixant les prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets relevant du régime de l'enregistrement (rubrique 2783) est entré en vigueur le 02/03/23. Pour les sites autorisés existants, certaines dispositions sont applicables dès le 02/03/23, d'autres le sont au 01/01/24 et certaines sont non applicables. L'exploitant doit se conformer aux dispositions qui lui sont applicables notamment concernant le désenfumage (cf. point de contrôle suivant). L'exploitant a transmis une demande de bénéfice des droits acquis par antériorité datée du 17/08/23 justifiant que cette activité était encadrée depuis 2011 (activité connexe au compostage soumis aux rubriques 2780-2A et 2780-3A). Par délégation du préfet, le service d'inspection prend ici acte de cette demande et considère, conformément à la demande de l'exploitant, que le site comporte une activité de déconditionnement des biodéchets, activité qui est soumise à la rubrique 2783-1 et relève du régime de l'enregistrement pour une capacité de 100t/j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 4.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mener une étude d'évaluation des moyens de défense contre l'incendie et faire une proposition d'actualisation de ces ressources et de leur aménagement. Ce dossier doit être déposé auprès de l'inspection des installations classées au plus tard avant le 30 juin 2023 et doit intégrer, le cas échéant, l'engagement de l'exploitant sur un échéancier de réalisation. Cette analyse et les propositions qui en découlent devront avoir été au préalable validées par le SDIS.</p> <p>Dans l'attente d'avoir mis en place une défense incendie validée par le SDIS, l'exploitant peut continuer à recourir au bassin de rétention des eaux de ruissellement sous réserve de s'assurer en permanence que l'état général de l'eau de ce bassin (absence de matières flottantes, de boues, etc.) ne risque pas d'engendrer une rupture des pompes qui seraient mises en place en cas d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 09/03/11 prescrit deux ressources en cas d'incendie sur le plateforme:</p> <ul style="list-style-type: none"> -200 m3 présents dans le second bassin de collecte des eaux pluviales de la plateforme. Pour cette ressource, le projet de l'exploitant a évolué depuis les premiers éléments transmis durant l'été 2023. Il a informé en dernier lieu (suite à l'inspection du 4 décembre), qu'il prévoyait de mettre en place une bache incendie d'au moins 300 m3; -300 m3 dans le bassin d'eaux pluviales présent sur le périmètre de l'ISDND. L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'aménager l'accès du bassin conformément aux attentes du SDIS. <p>Au moment de l'inspection, aucun aménagement n'avait été réalisé contrairement à ce qui avait été annoncé par l'exploitant aussi la situation est jugée non-conforme.</p> <p>Toutefois l'inspection a constaté que des devis étaient en cours de signature. De plus, une convention avait été signée le 23/06/23 pour l'utilisation de la bache souple de 120 m3 de l'ICPE voisine Phosphéa. Ces éléments montrent que si les aménagements tardent à être concrétisés, les démarches sont en cours par l'exploitant.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit effectuer les aménagements attendus et validés par le SDIS sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 3 : désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin</p>

de ne pas compromettre l'intervention des services de secours.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

L'inspectrice a demandé à l'exploitant d'actionner les trappes de désenfumage dont le boîtier de commande se situe sur la face intérieure nord du bâtiment abritant le déconditionneur. L'exploitant n'a pas su actionner ces dispositifs, ne sachant pas où se trouvait la clé du bopitier. Ceci constitue une non-conformité.

De plus, l'article 7 de l'arrêté du 02/03/23 s'applique pour les activités relevant de la rubrique 2783 dès son entrée en vigueur. La surface utile d'ouverture actuelle est inférieure à 2% ce qui constitue également une non-conformité structurelle.

Observations :

L'exploitant doit entretenir le dispositif d'actionnement des trappes et être en capacité de les manoeuvrer.

L'exploitant doit effectuer des travaux pour se mettre en conformité concernant la surface utile d'ouverture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2mois